

Le réseau privé-public de protection de l'État à l'heure de l'antinazisme : la surveillance du *Freiwilligernachrichtendienst*

Cette recherche s'insère dans le cadre des *Surveillances studies*, plus précisément dans la courante de la *Denunziationsforschung*. Ce Mémoire illustre l'activité de surveillance et de dénonciation institutionnalisée du *Freiwilligernachrichtendienst* (Frena), une organisation privée active entre 1935 et 1943 en Suisse. Depuis 1932 la collaboration privé-public dans la protection de l'État est institutionnalisée avec posture anticomuniste. Le système de milice, une Défense Spirituelle libérale et de plus en plus antinazie, ainsi que la mise en place d'une police fédérale avec des effectifs réduits favorisent l'émergence d'une organisation privée de surveillance antinazie. Elle récolte principalement des dénonciations sur des potentiels Allemand·es nazi·es et des Suisses sympathisants des totalitarismes. Ces dénonciations sont adressées au Ministère Public de la Confédération (MPC), qui demande des enquêtes aux polices cantonales et communales.

Dans une perspective d'histoire culturelle, ce Mémoire relève d'abord les éléments culturels, législatifs et administratifs qui permettent la collaboration entre le MPC et le Frena. L'Allemagne nazie est considérée comme une menace d'abord dans le milieu de la presse, et ensuite par les acteurs impliqués dans le projet d'une police fédérale. Cette-ci est mise sur pied avec des effectifs réduits. Un noyau de particuliers proches du milieu de la presse, libéraux et radicaux, forment le comité central du Frena. L'organisation vise d'abord la bienveillance des autorités quant à son activité. Ensuite, elle parvient à défendre sa position dans l'écosystème du renseignement. Sur la base du système de milice le Frena se lance dans son activité de surveillance, s'appuyant progressivement plus sur des sources externes. L'organisation cible principalement des nazi·es. La sympathie des Suisses pour les totalitarismes est considérée le fruit d'une déviance morale et intellectuelle. La Défense Spirituelle fourni le cadre idéologique pour le discours de légitimation du Frena, face au public et à ses membres. Le MPC traite les dénonciations et propose des mesures policières. Les limites de cette collaboration résident dans les erreurs de l'organisation privée, qui frustreront de plus en plus les autorités. Le Frena doit également faire face à des formes de résistance institutionnalisée : la surveillance de la *Geheime Staatspolizei* nazie (Gestapo) et des tentatives de délégitimation dans la presse. Autour de la mobilisation générale le Frena essaie de fournir son expertise aux autorités. Après le 1 septembre 1939 son activité ralenti fortement. Trois membres de son comité central sont mobilisés dans le contre-espionnage de l'armée. Ce transfert d'acteurs, de pratiques et de valeurs du civil au militaire entrave la coordination du contre-espionnage.

Le système de milice et la Défense Spirituelle ont constitué le cadre idéologique où a vu le jour l'activité de surveillance libérale et antinazie du Frena, qui a trouvé sa place à l'intérieur d'un vrai écosystème privé-public du renseignement, tel qu'il se configure dans les années 1930 en Suisse.